

Histoire du système postal canadien (1763-2001)

Jacques Nolet
AEP, AOEP

Le Canada a fêté le 150e anniversaire de son autonomie postale le 6 avril dernier et de son premier timbre-poste le 23 avril suivant. Mais le système postal canadien remonte bien avant ce double anniversaire, puisqu'il débuta immédiatement après la cession de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne, suite au traité de Paris qui officialisait la conquête anglaise.

Avec ce texte, Jacques Nolet retrace dans ses grandes lignes l'évolution de notre système postal. Ce qui n'est pas une mince affaire si l'on considère qu'il y eut sept colonies d'impliquées dans ce système et que ce regroupement s'étala sur près de deux siècles (1763-1949).



3



I. Création du système postal canadien

Les marchands anglais établis au Canada après la conquête réclamaient avec insistance l'établissement d'un système postal comparable à celui instauré en Grande-Bretagne en 1710, du temps de la reine Anne. Tant et aussi longtemps que la question de la Nouvelle-France ne fut pas réglée sur le plan légal, la Poste coloniale britannique refusa de bouger, ce qui fut fait à la suite du traité de Paris signé en 1763 entre les deux puissances rivales impliquées en Amérique du Nord, la France et la Grande-Bretagne. Dès la signature du traité, les maîtres généraux de la Poste britannique mandatèrent leur adjoint pour l'Amérique du Nord septentrionale, Benjamin Franklin (ill. 1), pour s'en occuper. Celui-ci se mit dès lors au boulot et choisit un marchand anglais, qu'on lui avait recommandé, pour organiser le système postal dans la vallée du Saint-Laurent.

Hugh Finlay (ill. 2: signature de Finlay sur un pli sans timbre) fit par conséquent diligence et ouvrit au cours de l'été 1763 un premier bureau de poste à Québec et deux autres sous-bureaux à Trois-Rivières et Montréal (ill. 3). Il en créa un quatrième en 1770 à Berthier, sur la rive nord du Saint-Laurent, à mi-chemin entre Montréal et Trois-Rivières. Le courrier à destination ou en provenance de la métropole devait suivre la vallée de l'Hudson et transiter par le port de New York. Puisque Finlay posa les jalons initiaux d'un système postal qui allait un jour desservir l'ensemble de l'Amérique du Nord britannique, nous le considérons comme le véritable fondateur du système postal canadien.

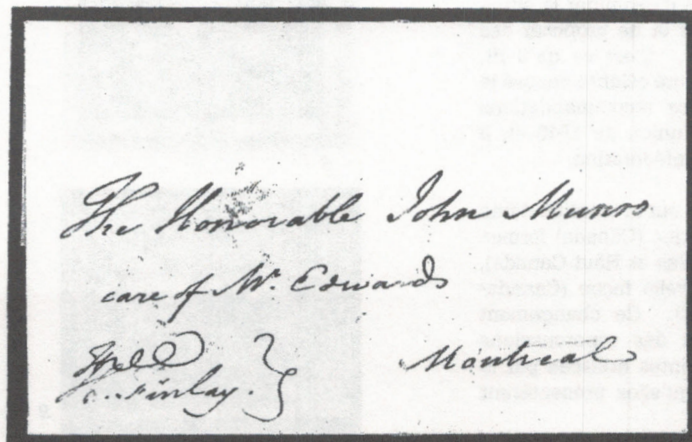
1re partie

Durant leur guerre d'indépendance, les États-Unis envahirent le Canada et mirent pratiquement fin au système postal inauguré douze ans auparavant. Les Américains croyaient pouvoir entraîner les Canadiens à se rebeller contre leur nouvelle mère patrie et, même, à rejoindre leur mouvement d'insurrection. Non seulement l'invasion américaine occupa-t-elle une partie importante du Québec (Montréal et Trois-Rivières), mais elle paralysa le transport du courrier entre les bureaux mis sur pied par Finlay. Celui-ci, coincé dans Québec durant le blocus américain de la ville, attendit la fin de l'invasion avant de reprendre ses activités.

Il se remit à la tâche rapidement et réorganisa, après une interruption d'environ dix-huit mois, le système postal. Ce qui ne se fit pas sans effort, notamment à cause de la sympathie de certains responsables de relais routier à l'endroit des Américains. Mais, finalement, le tout se fit avec douceur et pratiquement sans acrimonie. Entre-temps, à Londres, les grands responsables de la Poste coloniale avaient limogé Franklin de sa fonction de maître de poste général adjoint pour la partie septentrionale de l'Amérique du Nord et nommé Finlay à sa place.



1



2

Mais il fallut, pour Finlay, trouver une route de remplacement pour l'acheminement du courrier provenant ou allant vers le Royaume-Uni, puisque, à cause de la révolution américaine, la route longeant la rivière Hudson ne pouvait plus être utilisée. Ses efforts portèrent fruit au cours de la décennie suivante, car la route ouverte vers Halifax passait à travers de vastes forêts boréales jamais explorées auparavant.

La nouvelle métropole rédigea un premier acte officiel – l'Acte de Québec du 22 juin 1774 – qui allait déterminer les frontières du Québec de la façon suivante: du Labrador (au nord) en passant par les Grands Lacs (au centre) et en descendant jusqu'en Ohio (au sud). Toutefois, ces frontières ne durèrent pas longtemps, puisque l'insurrection américaine allait les rétrécir à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Par un ordre du Conseil exécutif de Québec, promulgué le 24 août 1791, le Québec initial était divisé en deux colonies distinctes: le Bas-Canada (équivalent au Québec actuel) et le Haut-Canada (aujourd'hui l'Ontario). La frontière entre ces deux colonies étant la rivière des Outaouais.

Le système postal allait longtemps être marqué par cette nouvelle division politique, puisque ses premières marques circulaires ("Double cercle interrompu, grand format" de type I ou "Ronde 4" et "Double cercle interrompu, petit format" de type I ou "Ronde 6") allaient indiquer comme origine l'un ou l'autre des sigles provinciaux: "L.C." (pour Lower Canada) et "U.C." (pour Upper Canada) (ill. 4 et 5). Même après l'abandon de ces désignations, et en dépit d'une réalité politique qui avait changé, elles continuèrent à être utilisées par la Poste: telles certaines marques postales comme le "Changeling" à Montréal (1856-1862) et à Trois-Rivières (1855-1864).

Durant la première moitié du XIXe siècle, il y eut dans les deux provinces de nombreuses récriminations à l'endroit de la Poste coloniale britannique, puisque seul le Royaume-Uni encaissait les profits alors que celle-ci ne dépensait guère pour son amélioration locale au Canada. Après les troubles de 1837-1838, la Grande-Bretagne chargea Lord Durham d'examiner la situation politique au pays et de proposer des solutions appropriées. C'est ce qu'il fit, dans un rapport demeuré célèbre déposé le 31 janvier 1839. Ses recommandations entraînèrent l'Acte d'union de 1840 et, à plus long terme, la Confédération.

Par l'Acte d'union, il y eut la création d'une seule colonie britannique (Canada) formée des deux provinces (Bas et Haut-Canada), désignées d'une nouvelle façon (Canada-Est et Canada-Ouest). Ce changement politique majeur eut des répercussions jusque sur les empreintes utilisées par le système postal, puisqu'elles présentèrent

de nouveaux sigles: C.E. pour Canada East et C.W. pour Canada West (ill. 6 et 7). Ce renouvellement politique n'allait toutefois d'aucune façon faire cesser les récriminations des réformateurs (tant anglophones que francophones) à l'endroit de la Poste coloniale; il allait même les conduire à exiger, par des lois votées dans chacun des Parlements provinciaux, l'autonomie administrative sur leur système postal.

L'Empire britannique connu au milieu du XIXe siècle de graves tensions politiques, à un point tel que le Parlement de Westminster adopta vers 1850 une loi accordant l'autonomie administrative pour ses principales colonies. Mais, dans sa Province du Canada, la Grande-Bretagne avait déjà devancé cette dévolution coloniale, puisqu'elle avait accordé, en 1848, un gouvernement responsable (ill. 8) qui concrétisait l'autonomie administrative au plan politique (le Canada-Uni). Les conséquences ne se firent pas attendre sur d'autres plans et, le 6 avril 1851, Londres accorda logiquement l'autonomie postale à la Province du Canada. Deux preuves incarnèrent cette autonomie: la formation d'un Ministère des postes canadiennes à la même date et l'émission du premier timbre canadien le 23 avril suivant (ill. 9).



4



5



6



7



8



9

HALIFAX N.S.

10



11



12

St. John, N.B.*
Sept. r. 3. 1803

13



14



15



16



17



18

II. Confédération

Le développement postal en Amérique du Nord britannique ne se confina pas uniquement à sa partie centrale, ou Province du Canada; il y eut aussi des systèmes postaux distincts ailleurs sur le territoire canadien, tant sur la côte de l'Atlantique (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard) que sur celle du Pacifique (Colombie-Britannique et Île de Vancouver).

NOUVELLE-ÉCOSSE

Pour être objectif, il faut signaler que la Poste coloniale avait déjà commencé son existence sur la côte de l'Atlantique vers 1754, par la création d'un bureau de poste à Halifax, qui allait desservir la côte orientale, de l'Acadie jusqu'à Terre-Neuve, après la conquête par les Anglais de la forteresse de Louisbourg. Ce fut le tout premier bureau en Amérique du Nord britannique.

Les premières marques postales rectilignes de la colonie apparurent d'abord en 1770 (ill. 10), répondant ainsi à la nécessité d'identifier le courrier provenant, transitant ou arrivant à ce bureau. Puis, apparurent les marques circulaires (ill. 11), ressemblant étrangement au type "Bishop" en usage dans la mère patrie.

Après avoir eu plusieurs maîtres de poste à Halifax, la Nouvelle-Écosse obtint son premier grand responsable général du service postal, en la personne de John Peters, nommé en 1782 et qui conserva son poste jusqu'en 1800. Il dépendit d'abord de l'administration générale des postes de Londres (1782-1784), avant de se rapporter directement au responsable général de la Poste coloniale pour l'Amérique du Nord britannique, Hugh Finlay (1784-1800).

Après un interrègne de douze jours avec William Thompson, John Brittain devint, jusqu'en 1808, le maître de poste d'Halifax, sans toutefois porter le titre de grand responsable postal de la Nouvelle-Écosse. Fait intéressant à noter: il confia par contrat à John Howe père le service postal néo-écossais (1800-1808). À partir de 1808, c'est l'entrepreneur qui devint pour une décennie le maître de poste d'Halifax. En 1818, John Howe II, le fils du précédent, devint le maître de poste d'Halifax et le grand responsable de la Poste dans la colonie. Il dépendait de Daniel Sutherland, le grand maître de la Poste coloniale en Amérique du Nord britannique (1816-1827).

À partir de 1825, et de sa propre initiative, John Howe II ouvrit plusieurs bureaux de poste à l'intérieur des terres du Nouveau-Brunswick afin d'offrir un meilleur service à leur population. Les autorités de la Poste coloniale le nommèrent dès 1828, en plus de sa fonction de grand responsable de la

Poste en Nouvelle-Écosse, à la même fonction pour le Nouveau-Brunswick. Pendant plus de 15 ans, John Howe II dirigea d'Halifax le système postal des deux colonies et n'avait plus à se rapporter à Québec, mais directement à Londres, là où se trouvaient les véritables maîtres de la Poste coloniale.

À sa mort, la Poste coloniale re-divisa cette organisation postale et les deux colonies retrouvèrent leurs entités distinctes. Arthur Woodgate remplaça John Howe II en tant que grand responsable de la Poste dans la colonie. Il occupa cette fonction jusqu'en 1867.

La Nouvelle-Écosse obtint de Londres en 1851 la responsabilité de son système postal et commença, dès le 1er septembre, à émettre des timbres (ill. 12).

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick fut la deuxième colonie des Maritimes à développer son propre système postal. Un premier bureau ouvrit ses portes dans la ville de Saint-Jean dès 1783, mais de façon non officielle, car il n'était pas sous la juridiction directe de la Poste coloniale britannique.

Un premier grand responsable de la Poste fut nommé en 1785 en la personne de Christopher Sower, qui dépendait directement de l'administration de la Poste coloniale. Sower occupa ses fonctions jusqu'en 1795. C'est durant son mandat qu'apparurent les frappes rectilignes (ill. 13) et, ensuite, les premières marques de forme circulaire (ill. 14), qui caractérisaient surtout les bureaux de Saint-Jean et de Fredericton.

En 1795, William Campbell devint le titulaire du bureau de Saint-Jean, sans toutefois être désigné comme grand responsable de la Poste au Nouveau-Brunswick. Il conserva son titre jusqu'en 1815, se rapportant d'abord à Finlay (1795-1799), puis à George Heriot (1800-1815). Ce furent les grands responsables de la Poste coloniale en Amérique du Nord britannique qui dirigèrent depuis Québec le système postal du Nouveau-Brunswick de 1815 à 1828: Heriot (1815-1816), Sutherland (1816-1827) et Thomas Allan Stayner (1827-1828).

En 1828, à la suite de la création de bureaux à l'intérieur des terres de la province, le contrôle du système postal dans la colonie passa aux mains de John Howe II, de la Nouvelle-Écosse, qui exerça cette fonction jusqu'en 1843. Le maître de poste du bureau de Saint-Jean, John Howe III, devint en 1843 le grand responsable de la Poste dans la colonie et relevait directement de Londres.

La colonie obtint son autonomie postale en 1851 et John Howe III prit le titre de maître de poste général du Nouveau-Brunswick, ce qui n'avait pas été le cas pour ses

prédécesseurs. Voilà pourquoi la colonie put émettre ses premiers timbres le 1er septembre 1851 (ill. 15). En 1856, John Howe III était démis de ses fonctions par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Par la suite, le titre de maître de poste de Saint-Jean devint tout simplement une nomination politique!

Le Nouveau-Brunswick fut l'une des provinces fondatrices de la Confédération et son système postal fut par conséquent incorporé d'office à celui de l'État fédéral. Toutefois, à l'exemple de la Nouvelle-Écosse, ses timbres eurent cours légal sur son territoire jusqu'en mars 1868.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

La colonisation de l'Île ne commença activement que dans les années qui suivirent le traité de Paris, soit en 1769, et la responsabilité de cette desserte postale revint à Finlay, qui ne fit cependant pratiquement rien pour la développer. Voilà pourquoi les insulaires créèrent en 1771 leur propre système postal et érigèrent un premier bureau de poste en 1786. Le tout sans confirmation officielle de la Poste coloniale.

L'existence légale du système postal débuta avec la nomination en 1802 de Benjamin Chappell comme maître de poste de Charlottetown. Ce titulaire ouvrit un premier bureau de poste officiel en 1807, qui fut le seul de toute l'Île jusqu'en 1827, malgré une population évaluée à 10 000 habitants! Les débuts de l'organisation au plan postal commencèrent en 1827, probablement à partir de son autonomie accordée par Londres. Cette organisation prit de l'ampleur lorsque Thomas Owen fut nommé grand responsable de la Poste coloniale de l'Île en 1845, sous la responsabilité directe de Londres.

En 1851, à l'instar des autres colonies, l'Île obtint la responsabilité complète de son système postal. Peu après, au cours de la même année, le pré-paiement des lettres devint optionnel. Après un délai d'une décennie, ce pré-paiement devint obligatoire et, à cette fin, la Poste de l'Île émit, en date du 1er janvier 1861, ses premiers timbres (ill. 16).

Le système décimal, bien qu'appliqué partout en Amérique du Nord britannique, n'entra en vigueur dans l'Île qu'en 1872. Ce changement facilita probablement son intégration au système postal canadien qui eut lieu l'année d'après.

Bien que Charlottetown fut le siège en 1864 d'une conférence pour la création de la future Confédération canadienne (ill. 17), l'Île n'y adhéra que le 1er juillet 1873. Son système postal fut dès lors intégré à celui du gouvernement fédéral. Ses timbres furent le même jour retirés et immédiatement remplacés par ceux du Canada.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Durant l'année 1778, ce fut l'explorateur James Cook (qui s'était déjà illustré dans la prise de la forteresse de Louisbourg en 1755 et dans la chute de la ville de Québec en 1759) qui, le premier, revendiqua l'île de Vancouver au nom de la couronne britannique. Il fallut toutefois attendre 127 années avant le début réel de sa première colonisation.

Tout commença avec l'établissement en 1805 d'un premier poste de traite de fourrure par la Compagnie de la baie d'Hudson en un lieu connu (à partir de 1886) sous le nom de Vancouver (ses désignations avaient d'abord été Gastown, puis Granville en 1830).

Le nom de la colonie, qui avait d'abord été désignée sous le nom de New Caledonia, changea en 1858 pour celui qu'on lui connaît aujourd'hui. Cette modification concrétisa la proclamation de la Colombie-Britannique en tant que colonie officielle dans l'Empire britannique. La même année commença la ruée vers l'or de la rivière Fraser. C'est pourquoi on ouvrit le 30 novembre 1858 des bureaux de poste à Fort Longley, Fort Hope et Fort Yale, sous l'autorité de celui situé à Victoria, sur l'île de Vancouver. Le premier responsable de la poste au cours de l'année 1858 fut probablement James Douglas, le gouverneur de cette colonie, celui qui créa les premiers bureaux de poste afin de desservir les participants à la ruée vers l'or.

Le premier responsable général du service postal de la colonie fut nommé le 19 juillet 1860; il s'agissait de Warner R. Spalding, maître de poste de New Westminster, qui assumait ses fonctions jusqu'en 1866. Les premières et fameuses marques postales ovales (ill. 18) apparurent en 1860. Elles caractérisèrent singulièrement les systèmes postal de cette colonie et accompagnèrent les premiers timbres communs à la Colombie-Britannique et à l'île (ill. 19).

La Colombie-Britannique connut l'autonomie postale à partir du 9 avril 1864, et Spalding devint à la même date le premier maître de poste général de la Colombie-Britannique. Les premiers timbres spécifiques (ill. 20) apparurent à partir du 11 jan-

vier 1865 (auparavant, soit depuis 1860, la Colombie-Britannique avait partagé ses vignettes postales avec l'île de Vancouver).

À partir d'avril 1866, Arthur T. Bushby remplaça Spalding, sans toutefois posséder le titre de grand responsable du système postal. Nous ignorons la raison précise de cette situation plutôt anormale. Vers la fin de la même année, il y eut unification politique des deux colonies du Pacifique sous le nom de Colombie-Britannique. Ce qui signifia la disparition du système postal distinct de l'île et son intégration à celui desservant la Colombie-Britannique. En mars 1867, la Colombie-Britannique adopta le système décimal canadien, ce qui l'obligea à surcharger ses précédentes vignettes (ill. 21), dont leur vente commença le 22 janvier 1868.

Avec la promesse d'un chemin de fer reliant la colonie au Canada central, la Colombie-Britannique accepta d'adhérer à la Confédération le 20 juillet 1871. À cette date, tous ses timbres furent retirés de la circulation au profit de ceux du système postal canadien. Au moment de son adhésion à la Confédération, la colonie comptait une population de 36 247 habitants.

ÎLE DE VANCOUVER

Bien qu'elle fasse aujourd'hui partie de la Colombie-Britannique, l'île de Vancouver fut d'abord une colonie distincte, possédant son propre système postal. D'abord explorée par James Cook, il n'est pas étonnant que l'île devienne la première colonie britannique sur la côte du Pacifique.

En 1842, la Compagnie de la baie d'Hudson décida de transférer de Vancouver à Victoria son bureau régional de l'Ouest, à cause de la menace américaine créée par la conquête de l'Oregon. La célèbre firme commerciale nomma au cours de l'année 1847, à cause de ses besoins postaux urgents, l'un de ses employés, Roderick Finlayson, un comptable, comme premier responsable du courrier à Victoria.

L'île de Vancouver devint officiellement une colonie britannique en 1849, et sa véritable colonisation débuta avec des colons d'origine anglaise. Le capitaine James Sangster fut nommé titulaire du bureau de

poste de Victoria. C'est lui qui fit construire le premier édifice postal à l'intérieur des fortifications de cet établissement (il s'agissait d'une construction d'une seule pièce en bois).

La ruée vers l'or permit un développement spectaculaire de Victoria: de 300 personnes qu'elle était en 1857, sa population atteignit en quelques semaines les 30 000 habitants ! Cette arrivée massive de population entraîna évidemment un développement proportionnel de la Poste coloniale insulaire. Après la mort de Sangster, Alex C. Anderson devint en juin 1858 le maître de poste de Victoria. Il n'exerça cette fonction qu'un an environ (mai 1859).

En avril 1860 furent émis les premiers timbres communs aux deux colonies du Pacifique, qui seront unifiés de 1860 à 1864. Deux faits marquèrent l'année 1865 au plan du développement du système postal de l'île: l'adoption du système décimal (avant la Colombie-Britannique) et l'émission, le 19 septembre, de ses premiers timbres spécifiques, dentelés (ill. 22) ou non (ill. 23), accompagnés des fameuses oblitérations ovales (ill. 24).

Le 19 novembre 1866, les deux colonies fusionnèrent. Un an plus tard, soit durant l'année de la création de la Confédération, il y eut unification des deux systèmes postaux. Malgré l'unification politique et postale avec la Colombie-Britannique, les timbres de l'île conservèrent leur validité jusqu'en 1871, de telle sorte qu'ils pouvaient être utilisés indifféremment sur l'île et sur le continent.

Dans notre prochain numéro, notre collaborateur parlera de Terre-Neuve et de la Société canadienne des postes. On y trouvera aussi les références bibliographiques.

23



24



19



20



21



22

Histoire du système postal canadien (1763-2001)

Jacques Nolet
AEP, AQEP

2^e partie

III. Entrée de Terre-Neuve dans la Confédération

Nous poursuivons cette étude du système postal avec l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, en 1949. Pour comprendre cette autre évolution, il convient cependant de résumer l'histoire postale de l'île.

Quoique Terre-Neuve ait été le premier endroit visité par les explorateurs anglais durant le XV^e siècle, plus précisément par Giovanni Caboto en 1497 (ill. 1), au nom du roi Henri VII, d'autres groupes en avaient déjà foulé le sol à plusieurs reprises: les Vikings (ill. 2), avec Leif Érikson (à la fin du Xe siècle), et les Basques, qui venaient y chasser la baleine (au moins depuis le XIII^e siècle). Le nom de Terre-Neuve origine d'ailleurs des bateaux, les terres-neuvas, utilisés par les Basques. Les baleines fournissaient une huile très recherchée en Europe pour l'éclairage.

Bien que son histoire remonte aux environs de l'an mille, le développement postal de Terre-Neuve ne débuta officiellement qu'en 1805, avec la nomination de Simon Solomon comme maître de poste de Saint-Jean. Vu le faible volume de courrier traité à cet endroit au début, Solomon n'exerça qu'à temps partiel cette responsabilité. Le bureau de poste était vraisemblablement situé dans la maison de son titulaire, qui tenait également commerce d'horlogerie. Pour une raison que l'on ignore, ce bureau n'était pas encore incorporé au système postal de l'Empire colonial britannique. Mais, le 7 novembre 1817, le bureau de poste, et incidemment la maison de Simon Solomon, brûla entièrement, obligeant Solomon à trouver refuge dans une guinguette nommée "Freemason's Tavern".

À partir de 1826, et à cause du développement spectaculaire du service postal dans la colonie, Solomon dut y consacrer toutes ses énergies, et sa responsabilité postale devint un emploi à temps plein. C'est précisément à ce moment qu'apparurent les premières marques utilisées par le bureau de Saint-Jean: d'abord les rectilignes (ill. 3) et, ensuite, celles de type circulaire (ill. 4).

Solomon s'appliqua à cette tâche jusqu'à sa mort, survenue en 1839. Son fils, William Lemon Solomon, lui succéda jusqu'en 1860. Autrement dit, la fonction de maître de poste de Saint-Jean fut une affaire de famille pendant plus de 55 ans consécutifs !

Après plus de 35 ans d'existence, la Poste coloniale incorpora le bureau de Saint-Jean au système postal de l'Empire. En conséquence, elle lui octroya l'année suivante deux signes de cette intégration: un marteau (cf. ill. 4) et un sceau (ill. 5).

Devant l'insatisfaction des habitants face au système postal colonial, le gouverneur de la colonie insulaire demanda à Londres, en 1848, l'autonomie postale pour Terre-Neuve, qui lui fut accordée au cours de 1850. Un peu plus tard, en 1851, Terre-Neuve acquit une indépendance totale. Il faudra cependant attendre six ans après cette autonomie postale complète pour voir l'arrivée des premiers timbres. Bien qu'ils fussent réclamés avec insistance par Solomon depuis 1852, on n'acquiesça à la requête qu'en 1856. De telle sorte que ces premiers timbres ne virent le jour que le 1^{er} janvier 1857 (ill. 6).

John Delaney succéda à Solomon au cours de l'année 1860. Delaney fut un administrateur hors pair qui apporta d'importantes innovations: nouvelles routes postales (1862), livraison à domicile (1863), prépaiement obligatoire (1865), adoption du système décimal (1865), intégration à l'Union postale universelle (1879), etc. Delaney se retira en 1885, après un quart de siècle de bons et loyaux services, et J.O. Fraser lui succéda.

Sous l'égide de Fraser, la poste de Terre-Neuve fut incorporée, en date du 25 décembre 1898, au système impérial de la poste à un penny pour l'ensemble des colonies britanniques participantes.

Ce fut par ailleurs Terre-Neuve qui émit les premiers timbres pour la poste aérienne dans l'Empire britannique, en surchargeant, le 12 avril 1919, une vignette déjà émise de la façon suivante: "FIRST TRANS-ATLANTIC AIR POST, April, 1919" (ill. 7).

À cause de graves difficultés financières, Terre-Neuve dut revenir au statut de colonie de la couronne en 1933. Enfin, après plusieurs référendums, Terre-Neuve rejoignait, le 1^{er} avril 1949, la Confédération canadienne. Son système postal fut automatiquement intégré à celui du gouvernement fédéral. Ses timbres furent donc remplacés à la même date par des vignettes postales canadiennes.



IV. La Société canadienne des postes

Le 16 octobre 1981, après 130 ans de présence continue du Ministère fédéral des postes, la Société canadienne des postes (SCP) prenait la relève et assure depuis le transport du courrier à l'intérieur de notre vaste pays. C'est la SCP qui incarne le service postal dans ce qu'il a de meilleur et de pire. La raison en est simple: la Poste ayant longtemps possédé le monopole du transport du courrier, elle n'a pratiquement pas eu de concurrence, justement à cause du privilège monopolistique que lui avait concédé le Parlement canadien par sa Loi sur les postes de 1867.

Maintenant que surgissent de nombreux concurrents (UPS, Purolator - que la SCP a acquise, Fedex, etc.), la SCP devra faire de grands efforts afin de concurrencer non seulement les compagnies rivales de transport de courrier, mais également de faire face aux nouvelles technologies sans cesse croissantes (télécopie, courriel, etc.). Ce sont les innovations technologiques qui caractérisent aujourd'hui le service postal, et, bien évidemment, la SCP n'échappe point à cette tendance.

Vers la fin du règne du Ministère des postes, on avait commencé à introduire certaines innovations. Nous essaierons de les résumer rapidement. Quand nous parlons ici de la mécanisation, il s'agit évidemment du tri du courrier et non de l'oblitération (qui avait déjà été complétée au début du XXe siècle avec des machines comme l'Imperial, la Bickerbike, l'International, l'Universal, etc.). Dans la seconde partie des années soixante, apparut une machine nommée "Transforma", originaire des Pays-Bas, qui commençait à trier le courrier de dimension normale, c'est-à-dire les lettres. Puis viendront les essais expérimentaux du marquage des timbres avec le phosphore et le fluor. En 1971, apparut le code postal (ill. 8), suivi en 1972 par les barres d'indexation du courrier.

Tout cela n'était qu'un départ pour la mécanisation dans le traitement du courrier, qui devenait de plus en plus important à manipuler, ce qui exigeait de nouvelles technologies de pointe. Le Ministère étant sur le point de disparaître, la privatisation de celui-ci allait inévitablement entraîner un déferlement de nouvelles technologies qui, à long terme, révolutionneraient le traitement du courrier. Nous pouvons résumer cette avalanche de changements en trois vagues successives...

La première vague de modernisation débuta au cours de l'année 1976, par l'introduction de machines à trier les lettres (MTL) et l'apparition de pupitres de codage (PDC). Ce sont des produits technologiques américains et japonais qui sont à la base de cette phase de modernisation du traitement du courrier.

Il y eut accélération technologique à partir de 1985, lorsque furent introduits les lecteurs optiques (LOC) et les machines à traiter les grands objets plats (MTGOP), deux produits de conception japonaise.

À partir de 1995, apparut la troisième et dernière vague de modernisation avec des technologies issues d'Allemagne, des États-Unis, de France et du Japon. Ce qui devrait, en principe, accélérer le traitement du courrier (tant les simples lettres que les grands objets plats, et même les colis). En même temps, apparurent de nouveaux services postaux, reliés surtout à l'informatisation appliquée à la transmission du courrier: Xpresspost (1993), Sky Pak (1995) et Xpresspost à destination des États-Unis (2000).

Toutes ces innovations vont permettre à la SCP de relever le grand défi d'offrir un service de qualité et d'affronter ses concurrents tant institutionnels (autres services de courrier) que technologiques (télécopie, courriel et commerce électronique).



1



2



3



4



5



6

35

Épilogue

Telle est l'évolution du système postal canadien, qui avait débuté dans la vallée du Saint-Laurent en août 1763, grâce aux efforts de son premier responsable (Hugh Finlay). Nous espérons, au terme de cette communication, que nos lecteurs saisiront mieux l'importance de la commémoration d'avril 2001, même si la SCP, en n'émettant qu'un timbre (ill. 9), a raté l'occasion d'une manifestation plus grandiose, comme la tenue d'une exposition philatélique mondiale (comme le font la plupart des administrations postales) ou l'émission d'un bloc-feuillet de qualité (autre pratique habituelle des administrations postales).

REMERCIEMENTS

Nous voulons ici remercier quelques personnes qui ont contribué de façon significative à cette étude. D'abord, monsieur Richard GRATTON, qui nous a fourni les illustrations des premiers timbres-poste adhésifs: non seulement de la Colombie-Britannique, mais également de l'Île de Vancouver. Ensuite, madame Lyse ROUSSEAU, qui nous a fourni si aimablement bon nombre des illustrations pour les provinces britanniques de l'Amérique du Nord: Canada, Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. Finalement, monsieur Yvan LATULIPPE, qui nous a transmis plusieurs informations sur les principaux changements technologiques survenus depuis 1960 dans la Poste canadienne.



8



7



9

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOGGS, Winthrop S. *The Postage Stamps and Postal History of Canada*, Lawrence, 1975, The Quaterman Publications Inc., 870 pages.
- CAMPBELL, Frank W. *Canada Post Offices 1755-1895*, Lawrence, 1972, The Quaterman Publications Inc., 180 pages.
- CAMPBELL, Frank W. *Canadian Postmarks to 1875*, Royal Oak, 1958, publié à compte d'auteur, 76 pages + Addenda.
- *Le Catalogue des timbres du Canada*, 1999, 20e anniversaire, Montréal, Éditions Darnell, 396 pages.
- *Les Cent cinquante ans de la poste canadienne*, Ottawa, 2001, Société canadienne des postes, sans numérotation de pages.
- CHARRON, Jacques. *Marques postales du Québec 1763-1875*, Longueuil, 1970, publié à compte d'auteur, 77 pages.
- JARRETT, Fred. *Stamps of British North America*, Lawrence, 1975, The Quaterman Publications Inc., 595 pages.
- LOWE, Robson. *Encyclopedia of British Empire Postage Stamps*, vol. V intitulé "North America", parties 1 et 2, 1973, Perth, publié à compte d'auteur, 760 pages.
- MARESCH, H.P. et LEGGETT, A. *Canada Specialized*, Toronto, 1987-88, 12e édition, 162 pages.
- *Michel Catalogue, Mittel-und Nordamerika*, 1976-1977, Munich, Ubersee Band I, 1084 pages.
- *1981 Standard Postage Stamp Catalogue*, tome I, 1980, New York, Scott Publishing Co., 761 pages.
- NOLET, Jacques. "Développement de la poste en Amérique du Nord britannique (1763-1827)", texte paru dans le *Programme officiel* de l'Exposition philatélique internationale CAPEX, pp. 89-94.
- NOLET, Jacques. "Les débuts de la poste en Amérique du Nord britannique (Québec)", texte paru dans le *Cahier spécial du Xe anniversaire* de la Société d'histoire postale du Québec, 1990, pp. 37-63.
- *Specialized Catalogue of Canadian Stamps*, 1992, Toronto, The Unitrade Press, 383 pages.
- TEYSSIER, Grégoire et BEAUPRÉ, Marc. *Initiation aux marques postales du Québec*, Sainte-Foy, 1998, Société d'histoire postale du Québec, 63 pages.
- WALKER, Anatole. *A Century of Quebec Postmarks and Postal Markings*, Montréal, sans date et publié à compte d'auteur, 77 pages.